



## Communication, médias et intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire

Antoine KOUAKOU

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

[antoinekouakou68@gmail.com](mailto:antoinekouakou68@gmail.com)

&

N'Guessan Louis Franck YAO

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

[franckyao701@gmail.com](mailto:franckyao701@gmail.com)

**Résumé :** La présente contribution porte sur l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Elle invite à la dialectique sur cette thématique en 2020, année de joutes électoralistes et donc, moment de tensions socio-politiques et de mise en péril du vivre ensemble. Elle vise à analyser l'intolérance au sein des communautés en Côte d'Ivoire pour la comprendre puis, en donner une explication sociologique afin d'y proposer des solutions de communication. La Côte d'Ivoire en effet, abrite depuis belle lurette de nombreux groupes sociaux d'origines multi culturalistes. Ainsi, « *la multiethnicité (...) est devenue une réalité incontournable* » (M. Mc Andrew, 2001, p.14) sur ce territoire et au fil des jours, elle suscite de l'intransigeance entre les communautés. A la place donc d'une coexistence pacifique, des conflits intercommunautaires meublent le vécu dans certaines parties du pays, sur la base d'intolérance. Face à la récurrence de ces antagonismes qui fragilisent la cohésion sociale et à terme, le développement durable, notre contribution s'inscrit dans la logique de la « *promotion du dialogue interculturel, de l'intégration et de la compréhension entre les êtres humains* » (L. Yasha et al, 2009). Ainsi et à la lumière de la théorie des effets de H. Lasswell (1973) et de celle de l'action rationnelle avec I. Ajzen and M. Fishbein (2005), elle suggère la meilleure disposition d'esprit pour une cohésion sociale en vue du développement durable en Côte d'Ivoire.

**Mots-clés :** Communication, intolérance intercommunautaire, cohésion sociale, vivre ensemble, développement durable.

**Abstract:** The present contribution deals with inter-community intolerance in Côte d'Ivoire. It invites to dialectics on this theme in 2020, a year of electoral contests and then, a moment of socio-political tension and of endangering living together. It aims to analyze intolerance in communities in Côte d'Ivoire to understand it and give it a sociological explanation in order to suggest communication solutions to it. The Ivorian nation in fact has since long housed many social groups of multicultural origins. Thus, "*multi-ethnicity (...) has become an inescapable reality*" (M. Mc Andrew, 2001, p.14) on this territory and over the days, it has arisen intransigence between communities. Instead of a peaceful coexistence then, some inter-community conflicts arise in people's life in some parts of the country, on the basis of intolerance. Faced with the recurrence of these antagonisms that weaken social cohesion and ultimately sustainable development, our contribution is in the logic for "*promoting intercultural dialogue, integration and understanding between human beings*" (L. Yasha and al, 2009). Thus and in the light of the theory of effects of H. Lasswell (1973) and that of rational action with I. Ajzen and M. Fishbein (2005), it suggests the best disposition of mind for living together in view of sustainable development in Côte d'Ivoire.

**Keywords:** Communication, intercommunity intolerance, social cohesion, living together, sustainable development

## **Introduction**

La Côte d'Ivoire vit une crise sociétale depuis plusieurs années aujourd'hui. Latente à certains moments, cette crise est perceptible à des périodes, sous la forme d'affrontements inter communautaires de natures diverses. Ainsi, des conflits et bagarres récurrents entre des communautés engendrent des pertes en biens et en vies humaines puis, mettent à mal le vivre ensemble, la cohésion sociale et le développement. Ces antagonismes et affrontements ont souvent des relents d'intransigeance. L'on pourrait même affirmer, sur la base d'analyse, que l'intolérance est l'un des facteurs déclenchant ces conflits. Il en résulte aujourd'hui qu'une nécessité de réconciliation est ouvertement exprimée, après la mise à l'épreuve de la cohésion sociale par des crises antérieures dont celles de 1999, de 2002 et de 2010-2011 sont les illustrations les plus éloquentes dans l'histoire récente du pays. Comment les sciences sociales abordent-elles la question et quel est le regard explicatif de la sociologie sur l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire ? Comment la communication peut-elle à travers les médias et leurs corolaires de nouveaux paramètres et services, contribuer au traitement de la question en vue de la reconstruction durable du vivre ensemble en Côte d'Ivoire ? Ce sont autant de préoccupations qui sous-tendent cet article. Nous partons de l'hypothèse que la communication est au cœur de la cohésion entre les peuples. Ce travail est structuré de la manière suivante : D'abord, il porte un regard sociologique sur l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Ensuite, il analyse le rôle des médias et des nouveaux services qui les accompagnent (Facebook, WhatsApp, etc...) et enfin, il traite la question de l'intolérance intercommunautaire à travers la communication. Il débouche à terme sur la suggestion d'un changement de disposition d'esprit face aux enjeux qui alimentent les intolérances.

### **1. L'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire : un regard sociologique**

L'intolérance est un fait observable dans la société ivoirienne. Elle se répand inexorablement dans les communautés et se manifeste à travers des formes variables. Vu son impact sur la cohésion sociale, l'on peut soutenir qu'elle constitue un sujet qui alarme. Aussi fait-elle l'objet de préoccupation car, cet état d'esprit selon "Le Nouvelle Observateur" (2004) est « un poison » pour le développement durable. Comment se manifeste-t-elle, quelles sont ses réalités sociologiques et comment pourrait-on l'expliquer ?

#### **1.1. Réalités sociologiques**

L'intolérance entre les communautés est un mal insidieux qui se développe progressivement dans la société. En général, ce mal se manifeste d'abord insensiblement, sous la forme d'une inflexibilité sans compromis. Il

transite ensuite par une intransigeance rigide, qui caractérise une personne qui exprime un farouche attachement à ses croyances, à ses principes, à ses idées, et qui se refuse à tout compromis, aussi bien dans la théorie que dans la pratique. Cette personne ne fait généralement pas de nuance péjorative entre « être intraitable » et « être intolérant », le premier éveillant l'idée de rigidité de caractère ou d'étroitesse de vue et le second, d'hostilité par préjugés. Ainsi, l'intolérance renvoie à une « tendance à ne pas supporter, ou à condamner ce qui déplaît dans les opinions ou la conduite d'autrui ». Elle renvoie également à la « répugnance ou impossibilité à supporter certaines choses, certaines personnes », selon The Blackwell encyclopedia of sociology. Dans son expansion, ce mal se présente sous des manifestations multiples telles que les discordes ou désaccords, les antagonismes, les querelles, les disputes, les luttes, les bagarres et même les conflits armés. La propagation du phénomène ailleurs dans le monde et sa nocivité sur la cohésion sociale interpellent "Le Nouvel Observateur" (2004, en ligne) qui titre en ces termes : « un poison se répand dans notre société, celui de l'intolérance communautaire ».

En Côte d'Ivoire, ce poison inter communautaire se manifeste à travers des conflits ouverts. Il prend la forme d'affrontements entre des groupes sociaux qui vont de simples disputes à des luttes armées en passant par des combats physiques. Ainsi et si l'on se réfère à un passé récent de la Côte d'Ivoire, l'on peut évoquer les cas qui ont éclaté à Béoumi (au centre) en mai 2019 entre les populations autochtones baoulé et les malinké, à Daoukro (au centre-est) en décembre 2019 « entre des jeunes issus des communautés baoulés et malinkés de la ville » (E. Ahonon, 2019) et à Bouna (au nord-est). Ici, « les affrontements ont commencé par des querelles entre la communauté des allogènes peuls et des autochtones lobi. Ces querelles ont dégénéré avec l'entrée en scène des Malinké » (RTI/ APA, 2019, en ligne). L'on peut aussi évoquer les cas de Kabakouma dans le département de Biankouma (à l'ouest) entre les populations autochtones et les Burkinabé et à Zouan-hounien, Bin-houyé et Goulaleu (à l'ouest) entre les Yacouba et les Malinké. Ces affrontements qui résultent de dispositions d'esprit tendant à rejeter l'autre, relèvent de l'intolérance inter communautaire. Comment pourrait-on alors expliquer cet état d'esprit ?

## **1.2. Explications sociologiques**

L'intolérance est à priori l'absence de tolérance (religieuse, politique) ou le refus de la liberté d'opinions d'autrui. C'est une disposition hostile à la tolérance. C'est également un « manque de respect pour les croyances, les opinions que l'on réprovoque ou que l'on juge fausses » (L. Bloy, 2000, p. 136).

Selon The encyclopedia of sociology, l'intolérance est une « attitude consistant à refuser aux autres la liberté d'exprimer des opinions que l'on juge fausses et de vivre conformément à ces opinions. C'est aussi le comportement de

celui qui réprime par la force les idées qu'il ne partage pas ». Dans la tendance à ne supporter ni les opinions, ni la conduite de l'autre, une personne intolérante fait preuve d'une étroitesse d'esprit ou d'une intransigeance à l'égard des idées, des opinions ou des croyances de son prochain. Selon D. Diderot (2013, p. 69), « le mot intolérance s'entend communément de cette passion féroce de l'Homme qui porte à haïr et à persécuter ceux qui sont dans l'erreur ». Pour H. Dorvil (2007, p.172) en outre, « la tolérance varie avec le rang social de l'homme ; certains sont plus portés à l'intolérance ».

Plusieurs facteurs d'ordre sociologique sous-tendent l'intolérance entre les communautés en Côte d'Ivoire. Par la même occasion, ils soutiennent son explication. Ce sont les facteurs socio-culturels, politiques et coutumiers. Les facteurs socio-culturels constituent un pan essentiel dans l'explication de l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Ils renvoient aux pratiques sociales et culturelles des populations. C'est le cas par exemple des croyances ou de la religion. Selon V. Cloutier (2007, p.81), « l'intolérance vise l'exclusion de personnes ou de groupes ayant des différences quelconques. Elle (...) est basée sur le refus de reconnaître et de respecter l'autre dans ses caractéristiques socioculturelles ». La Côte d'Ivoire étant le creuset de divers groupes socio-ethniques et religieux, elle constitue une nation avec des réalités multi-culturalistes. Les différences socio-culturelles liées à ces groupes vont donc nourrir les rivalités, les sous-entendus et les incompréhensions qui sont en elles-mêmes des expressions subtiles d'intolérance.

Au plan politique, il faut noter que la Côte d'Ivoire compte un nombre important de partis, avec des différences idéologiques et philosophiques. Cette réalité sociologique justifie les dispositions d'esprit au sein des organisations politiques qui tendent à entretenir des antagonismes et à exprimer à l'endroit des adversaires, de l'intolérance.

En plus de la légitime rivalité politique ou de la « guerre démocratique » qui explique l'antagonisme entre les partis politiques, il va s'en dire que le champ politique lui-même présente des enjeux importants en Côte d'Ivoire, comme c'est le cas d'ailleurs dans plusieurs pays en Afrique. En effet, le politique ivoirien bénéficie de privilèges institutionnels qu'aucun autre secteur d'activité ne peut offrir à ses salariés. Par exemple, un secrétaire d'Etat ou un ministre ivoirien a un traitement salarial beaucoup plus élevé que celui d'un universitaire chevronné. Ce sont « (...) 3,5 millions pour le secrétaire d'Etat, 5,5 millions pour le ministre et 6,5 millions pour le ministre d'Etat. Plus de 200 millions (...) sont versés mensuellement aux ministres » (I. Gnelbin, 2018, en ligne) en plus, contre environ 1,5 million à un professeur titulaire de dernier échelon. D'autres avantages leurs sont acquis : « un salaire versé les six mois qui suivent leur sortie du gouvernement, en plus d'une pension d'ancien Ministre », toujours selon I. Gnelbin (2018, en ligne).

En plus de leur traitement salarial, les politiques ivoiriens ont des avantages institutionnels qui prennent en compte des besoins sociaux fondamentaux. Aussi ont-ils droit à des prérogatives telles que le logement, la voiture, le carburant, le personnel domestique pour certains, et pour d'autres, la bourse pour les enfants, les vacances et bien d'autres avantages honorifiques, que les autres n'ont pas. En un mot, en Côte d'Ivoire, grâce à la politique, la vie à soi-même et à sa descendance est assurée. Ainsi et compte tenu de cet important enjeu lié à la politique, il va de soi qu'elle divise les acteurs et ainsi, qu'aucun parti n'accorde la moindre tolérance à ses adversaires des autres camps.

Les facteurs sociologiques coutumiers qui sous-tendent l'intolérance entre les communautés en Côte d'Ivoire sont, quant à eux, perceptibles par région. Ainsi, le cas de l'ouest ivoirien, assez révélateur d'intransigeance, est tout aussi caractérisé par des enjeux économiques importants, comme c'est le cas des facteurs politiques. Ces intolérances sur fond de facteurs coutumiers à l'ouest de la Côte d'Ivoire éprouvent la paix et la cohésion sociale dans le pays à travers des conflits récurrents. D. Kautcha (2020, en ligne) révèle dans cette logique : « un incident intercommunautaire sur fond de conflit foncier entre Toura et Burkinabé a été signalé le 12 juin dernier à Digoualé, à l'ouest du pays ».

En effet, cette partie forestière de la Côte d'Ivoire présente d'importants atouts et richesses. Pour cette raison, elle fait l'objet de convoitise, suscitée par plusieurs groupes sociaux, aussi bien autochtones qu'allogènes. Ces atouts et richesses à caractère agricole sont liés à la propriété des terres cultivables et des titres fonciers. A ce niveau également et à l'instar des autres points évoqués, il y a de l'intolérance entre les communautés, et cela débouche sur des affrontements qui mettent à mal la cohésion sociale et la paix. Comme on le voit donc, plusieurs pistes d'explication relevant de la sociologie, « science des faits sociaux humains », se présentent dans la tentative d'explication de l'intolérance entre les communautés en Côte d'Ivoire. Quelle est la place des médias dans cette problématique et quelles sont les audiences impliquées dans la dynamique de sa résolution ?

## **2. Nouveaux services médiatiques et intolérance inter communautaire, audiences cibles**

L'évolution sociologique a laissé un impact sensible sur tous les secteurs de la vie en Côte d'Ivoire, comme c'est le cas partout ailleurs dans le monde. L'environnement médiatique n'a pas échappé pas à cette réalité. L'on peut même soutenir que l'écosystème communicationnel et médiatique en Côte d'Ivoire a évolué. Le faisant, de nouveaux médias ont vu le jour, générant de nouveaux services. Il s'en suit que ces médias assurent une fonction sociale et partant, jouent un rôle essentiel dans la manifestation de l'intolérance tout comme dans

sa résorption en tant qu'inconfort social. Quelle est la fonction sociale assurée par ces médias sociaux et quel est leur rôle ? Quelles sont les acteurs impliqués ?

### **2.1. Emergence de nouveaux médias et modes de communication**

La mutation du paysage médiatique ivoirien implique une évolution des modes et des moyens de communication. Ainsi, des médias classiques, l'on est passé aujourd'hui à la praxis communicationnelle de la génération 3.0 avec l'usage subséquent des médias sociaux et des applications. En effet, les médias émergents des temps modernes sont opposés à ceux traditionnels, dans leur structure et dans leurs modes de fonctionnement.

Au plan structurel, ils s'opposent aux services traditionnels de la radio, télévision, presse (écrite), affichage et du cinéma. Au niveau du mode de fonctionnement, ils s'opposent à la diffusion de l'information à la verticale. Ici, l'on fait usage de médias sociaux tels que Facebook, Tweeter, Instagram, WhatsApp, les Wiki, etc... Ces « nouveaux » médias sont pour la plupart accompagnés de services sous la forme de réseaux et d'applications. En Côte d'Ivoire aujourd'hui, des applications permettent de proposer des services de commerce en ligne (e. commerce ou e. business) comme c'est le cas avec jumia.ci ou glovo.ci par exemple. Elles sont également utilisées dans le cadre des services de banque à distance (e. banking) et presque tous les établissements financiers en Côte d'Ivoire proposent des services électroniques aujourd'hui. Quant aux organes de presse en ligne, ils proposent des services de journalisme au même titre que les médias classiques, mais sous la forme dématérialisée. C'est le cas d'organes tels que koaci.com, abidjan.net, infodrome, pressecotedivoire, yecllo.ci, etc...

Les médias sociaux et les nouveaux services qui les accompagnent occupent une place de choix dans la réflexion sur la question de l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Se caractérisant par leur fonctionnement en interactivité, ils donnent la possibilité de production et de partage de contenus à tous. Cette latitude de tous à produire, à diffuser et à partager des contenus sur « les médias sociaux nourrit la manipulation et le mésusage de l'information » (A. Kouakou, 2019). Il en résulte donc que des dispositions d'esprit faisant naître ou aggravant l'intransigeance au sein des communautés se développent. Tout cela semble être lié au rôle et à la fonction de ces nouveaux médias et services dans la société contemporaine ivoirienne. Quels sont alors ce rôle et cette fonction sociale des nouveaux médias ?

### **2.2. Rôles et fonction sociale des nouveaux médias**

Evoquer la fonction sociale des nouveaux médias en Côte d'Ivoire conduit à une méthode d'étude, le fonctionnalisme. Selon J. E. TOA (2014, p. 81) en effet, « la méthode fonctionnaliste consiste à saisir une réalité par rapport à la fonction

qu'elle a dans la société ou par rapport à son utilité ». Quelle est donc la fonction sociale des nouveaux médias et quel est leur rôle dans le débat général sur l'intolérance en Côte d'Ivoire ?

Qu'ils soient traditionnels ou contemporains en mode de réseaux et d'interactivité, les médias ont une fonction dans la société, celle de la diffusion de l'information. Cette fonction est essentielle dans la vie des sociétés car, l'information y constitue un capital incontournable. Qu'elle soit scientifique ou journalistique (actualité/news), l'information au sens large du terme est un élément nécessaire et même stratégique dans toutes les sociétés. Adam Smaires (en ligne)<sup>1</sup> ne dit-il pas que « *celui qui détient l'information, détient le pouvoir. Celui qui l'entretient, détient le monde* » ? La tâche de diffusion de ce capital revient aux médias. Cette fonction classique implique en réalité trois missions : informer, former, et divertir. Dans la dynamique de cette fonction sociale à triple dimension, les médias constituent pour les populations, les principales sources d'information. Ils jouent donc le rôle de baromètre. Aussi ont-ils toujours influencé les communautés, au niveau de la diffusion des messages qui nourrissent l'intolérance, mais aussi pour des messages de réconciliation communautaire. En outre, avec les nouveaux modes et services de communication qu'ils proposent aujourd'hui, les médias jouent des rôles qui s'opposent et qui, partant, paraissent énigmatiques.

En effet, les médias participent indéniablement à l'amplification de l'intransigeance. Dans cette dynamique, ils participent à la propagation de l'information conflictuelle au sein des communautés à travers des nouveaux services tels que Facebook ou WhatsApp qui offrent la possibilité de diffusion en réseau et en interactivité. Cette possibilité va soutenir et prolonger les échanges, les excès, les manipulations et les différentes formes d'interprétations du contenu des informations. Ainsi, une information considérée comme indélicate, inconvenante ou outrageante pourrait aisément nourrir le sentiment d'amertume et de rancœur et ainsi, conduire au fanatisme et à l'intolérance dans les communautés. A l'opposé de ce rôle joué, les nouveaux médias participent aussi au traitement de la question de l'intolérance. Ils sont sollicités comme canaux de diffusion des messages de conciliation et de paix au sein des communautés. Ils jouent ainsi un rôle dans la recherche du vivre ensemble et de la cohésion sociale.

### **2.3. Audiences cibles**

La question de l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire implique deux types de populations ou audiences cibles. Il y a le groupe à l'origine de l'amplification de l'intolérance et celui qui aide à sa résolution. En

---

<sup>1</sup> <https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/156808>, vu le 17/09/2020.

effet, les destinateurs d'informations d'intolérance sont pour la plupart des jeunes. Cyber activistes opérant sur les réseaux sociaux sous le couvert de l'anonymat en majorité, ils ont la particularité d'être des usagers addictifs des médias. Ils sont aussi ignorants des règles de déontologie qui régissent le journalisme et les métiers de l'information. A la solde de groupes sociaux tels que les partis politiques, ils sont prédisposés à la diffusion des informations fanatiques et conflictuelles susceptibles de porter atteinte aux groupes adverses. En outre, les groupes communautaires, y compris les leaders et les autres membres, constituent un autre type d'audience impliquée dans la question. Ici, chacun à son niveau intervient dans le processus du règlement de la question de l'intolérance en tant que problème. Ainsi donc, les jeunes, agents amplificateurs de l'intolérance et les leaders communautaires, acteurs de pacification et de réconciliation, sont les audiences clés dans l'appréciation générale de la question. En tant que telles, elles demeurent les cibles à toucher et à influencer dans la logique du règlement durable du problème d'intolérance.

### **3. La communication et le vivre ensemble en Côte d'Ivoire**

Au cœur de la recherche de solution à l'inconfort social constitué par l'intolérance intercommunautaire, la communication et les médias sont surtout au centre de la reconstruction de la cohésion sociale. Comment se présente l'existant communicationnel et quelle est la contribution de la communication pour une cohabitation harmonieuse des communautés en Côte d'Ivoire ?

#### ***3.1. L'existant communicationnel***

Le règlement de la question de l'intolérance entre les communautés en vue d'une cohésion sociale s'impose. C'est une nécessité pour le développement durable.

Plusieurs actions de communication sont déjà mises en œuvre contre le phénomène en effet. Toutefois, si l'on s'en tient aux multiples cas d'affrontements entre les communautés en Côte d'Ivoire, si l'on tient compte de leur récurrence mais aussi de leur expansion, l'on peut soutenir que ces actions de communication ont montré des limites. Leur insuffisance se justifie également à travers le contenu d'une ligne éditoriale qui tend à réclamer de la volonté politique en vue d'une réconciliation nationale depuis la crise post-électorale de 2010-2011.

#### ***3.2. La communication, les médias et le vivre ensemble en Côte d'Ivoire.***

Le rôle de la communication n'est plus à démontrer dans la recherche de solution durable au problème de l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Qu'elle soit médiatique ou non, la communication se situe en amont et



en aval du processus de la construction du vivre ensemble. Elle constitue donc la clé de résolution de l'équation. En d'autres termes, la communication constitue un pilier central dans la recherche de la paix entre les communautés. Elle joue donc un rôle essentiel dans la recherche de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. En effet, à travers des actes communicatoires, les communautés sont sensibilisées sur les conséquences de l'intolérance, aussi bien sur les individus que sur les groupes. Elles sont aussi éduquées sur les enjeux du vivre ensemble à travers des actes de communication. Les médias, canaux de communication de masse, sont sollicités à cet effet. Ainsi, des messages de conciliation en vue du rapprochement et de la cohésion entre les communautés sont diffusés à travers les médias aussi bien traditionnels qu'émergents.

### ***3.3. Plaidoyer : de la nécessité de changement de comportement***

L'intransigeance et l'intolérance perturbent les interrelations entre les individus et les groupes au sein des communautés. Elles ont des conséquences néfastes sur la cohésion sociale, sur la paix et sur le vivre ensemble en Côte d'Ivoire. C'est un problème de société qui, à terme, a des incidences sur le développement. La solution durable à cette incommodité sociétale qui semble être le leitmotiv se situe dans une communication en amont. Aussi, une simple observation permet-elle de retenir que les audiences cibles ne prennent pas la bonne mesure des effets nuisibles de ce mal. Une nécessité de changement de comportement s'impose donc. Le changement se situe au niveau des populations impliquées, c'est-à-dire, des audiences-cibles. Ainsi, elles ont le devoir de corriger leurs dispositions d'esprit tendant à soutenir puis, à favoriser le fanatisme et l'intolérance envers les autres. Elles doivent en outre modifier les habitudes des inconditionnels usagers des médias sociaux, agents propagateurs de la haine. Elles doivent enfin comprendre et s'approprier le sens de l'intégrité nationale, de la cohésion sociale et du vivre ensemble qui, selon nous, constituent inévitablement le capital préalable pour le développement durable dans tous les pays du monde.

Le changement de comportement est en effet possible grâce à la communication et aux médias. Il « résulte de la communication sous des formes diverses. Il est consécutif à des actes de communication qui, à travers les effets puissants(...), visent à convaincre » (A. Kouakou, 2019) au changement de disposition d'esprit en vue du développement durable en Côte d'Ivoire. Aussi, s'inscrit-il dans la logique de la théorie de l'action rationnelle avec I. Ajzen et M. Fishbein (2005, p. 181) qui soutient que « la décision de l'individu de s'engager dans un comportement particulier est fondée sur les résultats que l'individu espère atteindre à la suite de l'exécution du comportement ». Le résultat attendu suite à ce changement de comportement est le développement durable dans un environnement de cohésion sociale et de paix.

La communication et les médias en effet constituent, selon les spécialistes, un facteur incontournable dans toutes les dynamiques de changements sociaux et des comportements. H. Koné partage cet avis en soutenant que « *la communication est incontournable dans toute action partielle ou globale de développement* » (H. Koné : 1995, p. 23). Elle est aussi incontournable dans toutes les actions de changement de comportement. Aussi, l'OMS affirme : « *quand bien même plusieurs facteurs contribuent au changement des comportements, ce changement ne pourra survenir (...) sans support de communication* » (OMS : 2002, p.11). Autrement dit, sensibiliser et convaincre les audiences cibles communautaires aux enjeux de la cohésion sociale et leur faire changer de comportement est possible à partir de la communication. Les convaincre à changer de dispositions d'esprit est réalisable à travers la communication et l'usage stratégique des médias. Cela est possible à partir du « *pouvoir des médias sur les individus* », comme le dit H. Lasswell (1973) qui, insistant sur la puissance de la communication et des médias dans les processus de changement des comportements, note : « *les médias ont un effet massif et immédiat sur la population, ils ont un rôle déterminant dans le processus de décision* ». C'est la théorie des effets directs qui s'inscrit dans le courant béhavioriste.

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons dire que la communication, à travers la sensibilisation et l'éducation à l'adoption de nouveaux comportements, est utile et participe au règlement du problème de l'intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire. Car, « *utilité, participation (...) sont des caractères, le plus souvent indissociables dans toutes les formes de communication, des plus simples aux plus complexes* » (B. Voyenne, 1962, p. 12).

## **Conclusion**

L'intolérance intercommunautaire est une réalité en Côte d'Ivoire. L'on pourrait dans ce sens paraphraser D. Baillargeon (1991, p. 139) en ces termes : « *l'histoire récente a donné lieu à de multiples manifestations du phénomène* ». Elle se manifeste dans différentes parties du pays, sous des formes allant des antagonismes, des disputes et querelles interpersonnelles à des factions complotistes en passant par des conflits armés entraînant des pertes en vies humaines. Selon V. Cloutier (2007, p. 84), « *l'intolérance se manifeste d'une façon verbale (...). Néanmoins, elle peut prendre la forme de violence physique (frapper, cracher et bousculer)* ». Elle met à mal la cohésion sociale et le vivre ensemble. A terme, elle a des incidences sur le développement durable. Cette contribution aborde la thématique. Partant de l'hypothèse que la communication est au cœur de la résolution de l'inconfort sociétale qu'elle constitue, elle donne une explication sociologique de l'intolérance intercommunautaire en s'appuyant essentiellement sur trois éléments : les facteurs socio-culturels, politiques et coutumiers, avec quelques fois des conflits d'intérêt en jeu. Elle met

aussi un point d'honneur sur la fonction sociale des médias et leur rôle à la fois énigmatique et incontournable dans l'appréciation générale de la question de l'intolérance en Côte d'Ivoire. Enfin, critiquant l'existant communicationnel, elle souligne la nécessité d'un changement de comportement des audiences cibles impliquées, lequel changement est facilité par les médias à partir des actes de communication, préalable à une cohésion sociale en vue du développement durable. Une préoccupation essentielle persiste toutefois, celle de la rigidité politique qui frise l'intolérance au sommet de l'Etat ivoirien. En effet, les dirigeants et les décideurs sociaux qui devraient faire la promotion du vivre ensemble sont ceux-là qui expriment de l'antagonisme et de l'adversité politique. Comme nous l'avons ci-précédemment souligné, l'explication du phénomène réside en partie dans un conflit d'intérêt d'ordre politique. Il est donc évident que l'intolérance se répande à toutes les communautés, car en Côte d'Ivoire, dernière chaque groupement politique, se trouvent des communautés de diverses natures. L'on est alors tenté de soutenir qu'il va de soi si le fanatisme et l'intolérance intercommunautaire s'intensifient, car ceux qui devraient traiter cet inconfort sont ceux-là qui le provoquent et l'amplifient. Ainsi, et comme le dit D. Baillargeon (1991, p.142), « *La réorientation et la cohérence des politiques sociales constituent des défis à relever pour parvenir à une véritable stratégie de lutte (...)* ».

### Références bibliographiques

- AHONON Elvire, 2019, « Côte d'Ivoire : vives tensions communautaires à Daoukro », *Afrik Soir*, (en ligne), consulté le 10/1/2020, URL : <https://www.afriksoir.net/cote-divoire-vives-tensions-communautaires-a-daoukro-aule-demain-dun-duel-a-distance-entre-bedie-et-ouattara/>
- AJZEN Icek & FISHBEIN Martin, 2005, « *The Influence of Attitudes on Behavior* », in *The handbook of attitudes*, Lawrence Erlbaum Associates Publishers, pp. 173-221.
- BAILLARGEON Donald, 1991, « Pas dans ma rue... : pour une stratégie communautaire devant l'intolérance », in *Service social*, 40 (3), pp. 127-146, (en ligne), consulté le 22/2/2020, URL : <https://doi.org/10.7202/706548ar>
- BLOY Léon, 2000, *Le Journal inédit*, Tome 2 (1806-1902), Paris, L'Age d'Homme.
- CLOUTIER Véronique, 2017, « Intolérance ethnoculturelle dans les écoles élémentaires : la perception des intervenants », *Reflets*, volume 13, n°1, pp. 80-97, (en ligne), consulté le 22/2/2020, URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/ref/2007-v13-n1-ref1866/016813ar/>
- DIDEROT Denis, 2013, « *Encyclopédie, article intolérance* », in *Recherches sur DIDEROT et sur l'ENCYCLOPÉDIE*. Revue annuelle no 48, Société Diderot, Paris.
- DORVIL Henry, 2007, *Histoire de la Folie dans la communauté*, Montréal : Éd. Émile Nelligan.
- GNELBIN Innocent, 2018, « Président, ministres, présidents d'institution : Réduisez le train de vie de l'Etat en Côte d'Ivoire », *Ye clo*, (en ligne), consulté le 08/08/2020, URL : <https://www.ye clo.com/train-de-vie-de-l-etat-en-cote-d-ivoire-innocent-gnelbin/>

- KAUTCHA Donatien, 2020, « Côte d'Ivoire : Conflit inter-communautaire à Digoualé, Vagondo à la rencontre des populations relève les solutions pour mettre fin à la crise », koaci.com, (en ligne), consulté le 20/6/2020, URL : <https://www.koaci.com/article/2020/06/16/cote-divoire/societe/cote-divoire-conflit-inter-communautaire-a-digouale-vagondo-a-la-rencontre-des-populations-releve-les-solutions-pour-mettre-fin-a-la-crise-142340.html>
- KONE Hugues et SY Jacques Habib, 1995, *La communication pour le développement durable en Afrique*, Abidjan, PUCI.
- KOUAKOU Antoine, 2019, « Le mésusage des médias sociaux par la génération 2.0 : un problème de développement » : *Revue de Littérature et d'Esthétique Négro-Africaines*, vol.3-n° 19, pp-62-72.
- LASSWELL Harold, 1973, « Structure et fonction de la communication dans la société », in Balle Francis, Padioleau Jean G., *Sociologie de l'information. Textes fondamentaux* [1948], Paris, Larousse.
- Le Nouvel Observateur, 2004, « Un poison se répand dans notre société : celui de l'intolérance communautaire », *L'Obs*, (en ligne), consulté le 10/1/2020, URL : <https://www.nouvelobs.com/societe/20031227.OBS1806/le-nouvel-observateur-contre-l-intolerance.html>
- MC ANDREW Marie, 2001, *Immigration et diversité à l'école*, Presses de l'Université de Montréal, Québec.
- OMS, 2003, « *La communication pour agir sur les comportements et faire reculer le paludisme, Mobilisation sociale et formation* ». New York/USA, WHO/CDS/CPE/SMT/2002.
- RTI/APA, 2019, « Côte d'Ivoire: 5 morts et 20 blessés dans des affrontements communautaires », (en ligne), consulté le 10/1/2020, URL : [https://www.rti.ci/infos\\_societe\\_15422\\_cote-d-ivoire-5-morts-et-20-blessés-dans-des-affrontements-communautaires.html](https://www.rti.ci/infos_societe_15422_cote-d-ivoire-5-morts-et-20-blessés-dans-des-affrontements-communautaires.html)
- TOA Jules Evariste Agnini, 2014, « *Communication et norme vestimentaire dans les organisations ivoiriennes* », *Revue de Littérature et d'Esthétique Négro-Africaines*, Vol 3-n°14, 2014, pp. 80-96.
- VOYENNE Bernard, 1962, *La presse dans la société contemporaine*, Paris, Collection U, Armand Colin.
- YASHA Lange et al, 2009, *Media and elections*, USA: Council of Europe Pub.